Rapport de la commission des travaux et des constructions chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 28 octobre 2015 en vue de l'ouverture d'un crédit de 913 400 francs destiné à divers travaux d'aménagement et à la pose d'un éclairage public le long de la rue Kazem-Radjavi. Les parcelles du domaine public communal DP 4850 et DP 5422, les parcelles N^{os} 5420 et 5507, propriétés privées de l'Etat de Genève et, partant, sur le DDP N^o 5447, propriété de la Fondation des Parkings et sur le DDP N^o 5510, propriété de JT International SA, toutes sises sur la commune de Genève, section Petit-Saconnex sont concernées par les travaux.

Rapport de M. Christo Ivanov.

La proposition PR-1153 a été renvoyée à la commission des travaux et des constructions lors de la séance plénière du 19 janvier 2016. La commission l'a traitée le 3 février 2016. La séance est présidée par l'excellent président M. Jean Rossiaud.

Rappel de la proposition

Dans son exposé des motifs, la proposition PR-1153 rappelle qu'un élément majeur entre les divers points d'intérêt du site, la passerelle de la Paix, se situe au cœur de cette importante mutation. L'arrivée des projets adjacents (Maison de la paix, P+R de Sécheron, logements étudiants et esplanade publique, JTI, etc.) nécessite de finaliser les aménagements liés à la fin des chantiers voisins (P+R de Sécheron, JTI, voiries diverses, etc.).

Il s'agit notamment de l'esplanade d'arrivée de la passerelle située à la croisée des chemins entre l'avenue de Sécheron et la rue Kazem-Radjavi. Elle permet d'orienter les gens vers de nombreuses destinations (Perle du Lac, Foyer de Sécheron, halte RER, esplanade publique sur la toiture du P+R et arrêt du tram de l'avenue de France, parc Rigot et place des Nations, etc.). Elle permet également d'accéder à la cage d'escalier et à l'ascenseur du P+R de Sécheron.

Avec sa requalification, cette rue permettra désormais d'accéder à la crèche Origami, aux parkings souterrains de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de Japan Tobacco international (JTI) et de faire le tour de la parcelle.

Séance du 3 février 2016

Discussion

Auditions de M. Rémy Pagani, conseiller administratif en charge du département des constructions et de l'aménagement; de M^{me} Isabelle Charollais, codirectrice; de M. Nicolas Betty, chef du Service du génie civil, et son collaborateur; de M. Sébastien Alphonse, adjoint de direction; M^{me} Marie-Hélène Giraud, cheffe du Service de l'aménagement urbain et de la mobilité

M. Pagani ainsi que ses collaboratrices et collaborateurs présentent le projet de cette esplanade et proposent un aménagement afin de mettre en valeur l'architecture de la passerelle de la Paix avec son grand escalier, son ascenseur et ses piles en biais.

Une grande esplanade en béton balayé continue et achève les aménagements réalisés, il y a quelques années, comme un prolongement piéton de l'avenue de Sécheron.

M. Pagani indique que le P+R de Sécheron fait perdre de l'argent à la Fondation des parkings depuis plusieurs années et qu'il convient de trouver une solution pour y remédier comme la baisse des prix de location pour le rentabiliser. Il parle également des négociations de l'Etat de Genève avec JTI et de la création d'une crèche en compensation d'avantages accordés au groupe international.

M^{me} Charollais atteste que la demande de crédit porte sur les derniers aménagements à mettre en place sur le site de Sécheron. Une fois les travaux réalisés, le secteur pourra être considéré comme achevé, à l'exception des projets qui pourraient voir le jour à l'emplacement où se trouvait l'entreprise Merck Serono.

M^{me} Giraud présente le programme et le descriptif des travaux. Elle indique que la partie de la rue située à l'arrivée de la passerelle de la Paix reste à aménager. Cette passerelle est importante car elle donne accès à de nombreuses destinations: Perle du Lac, Foyer de Sécheron, halte CFF, parc Rigot et place des Nations.

La passerelle offre un accès entre la place des Nations et la Perle du Lac, dans la mesure où elle relie directement le chemin Eugène-Rigot à la rue Kazem-Radjavi et à l'avenue de Sécheron. Aménagé dans le cadre de l'opération Serono, un cheminement piéton amène à l'escalier de la passerelle et à l'ascenseur P+R de Sécheron.

L'achèvement des projets adjacents (P+R de Sécheron, logements étudiants, bâtiments de JTI) demande la concrétisation des aménagements liés à la passerelle. Le projet prend place au niveau de l'esplanade d'arrivée entre l'avenue de Sécheron et la rue Kazem-Radjavi. Il est assez simple à réaliser dans la mesure où il reprend des revêtements de sol déjà présents.

Un revêtement de sol sera réalisé sur une fondation en grave et un dallage en béton armé balayé de plus de 700 m² et d'une épaisseur de 20 cm.

Le revêtement en enrobé bitumineux sera démolé par étapes et évacué. Un seuil en enrobé bitumineux assurera la transition entre la rue Kazem-Radjavi et le nouvel aménagement. Une surface en ballast de 300 m² recouvrira le solde de l'esplanade, vers les voies CFF.

Un réseau de drainage sous le ballast permettra de récolter les eaux de pluie avant qu'elles ne soient rejetées dans le collecteur d'eaux claires existant sous la rue Kazem-Radjavi.

M. Alphonse parle de l'éclairage public qui a été conçu selon les recommandations du plan lumière de la Ville de Genève. Trois mâts d'éclairage de type standard d'une hauteur de 4 m sont prévus côté rue Kazem-Radjavi. Il est prévu d'installer quatre luminaires par mât, d'une hauteur de 7 m. Ils sont certifiés par les normes environnementales en vigueur pour recyclage en fin de vie. Les lampes utilisées, soit des iodures métalliques, soit des diodes électroluminescentes, ont de très bonnes performances énergétiques et de bons rendus de couleurs.

Il termine en disant que les enrobés bitumineux seront recyclés pour être réutilisés. Pour les canalisations, le choix s'est porté sur des éléments PVC.

Enfin, la conception de l'aménagement tient compte des enjeux et règles en vigueur pour permettre et favoriser les déplacements des personnes à mobilité réduite ainsi que des malvoyants.

Questions des commissaires

Un commissaire demande si les services de la Ville de Genève ne pourraient pas faire le travail des mandataires en matière de conception de projets et d'architecture lorsque le projet à réaliser est relativement simple. En effet, poursuit-il, lorsque l'on voit le montant des honoraires d'architectes aux environs de 100 000 francs dans cette proposition, il suggère que les services municipaux ont du personnel compétent pour faire ce travail. Il proposera à la commission de faire une recommandation au Conseil administratif de la Ville de Genève allant dans ce sens.

M. Pagani répond que la Ville de Genève a un budget d'investissements très important. Il indique qu'il conviendrait de changer le cahier des charges des col-laborateurs.

M^{me} Charollais estime qu'il faudrait en parler avec les mandataires et ses services mais que sur le fond, elle laisse la porte ouverte et indique: «pourquoi pas...» Il conviendrait d'établir le cahier des charges, les appels d'offres, les suivis des chantiers dans le cadre des petits marchés.

Le président demande s'il n'y aurait pas une même logique pour les crédits d'études et les crédits de réalisations.

M^{me} Charollais indique qu'en l'occurrence la totalité des coûts et honoraires pour les ingénieurs, géomètres, architectes, etc. dans cette proposition est de 149 000 francs.

Une commissaire trouve que le projet est très minéral et très gris. Ne serait-il pas possible d'arboriser ou d'installer des bancs publics dans cette zone? Serait-il possible de faire quelque chose de plus convivial?

M^{me} Charollais répond que l'espace public prévu dans cette proposition se situe sous la passerelle de la Paix et que l'espace est à l'ombre. Donc très difficile de végétaliser le périmètre.

Un commissaire indique qu'il faudrait profiter de cette proposition pour remplir le P+R de Sécheron, qui est sous-utilisé. Il conviendrait d'informer les habitants du quartier des Pâquis pour remplir ce parking.

M^{me} Charollais précise que les aménagements ont été convenus entre toutes les parties, soit la Ville de Genève, l'Etat et JTI. La Ville de Genève se chargera des compléments d'aménagement sur la rue Kazem-Radjavi, objets de la présente proposition.

Un commissaire revient sur la problématique du projet en demandant pourquoi tant de minéral et pas de végétal?

M^{me} Charollais indique que le périmètre est à l'ombre et sans arrosage.

Le président demande si JTI a participé aux aménagements.

M^{me} Charollais indique que JTI a participé aux aménagements.

Un commissaire aimerait connaître les raisons qui justifient que les aménagements prévus ne laissent aucune place à la végétation. Il serait intéressant de comprendre le choix d'une configuration exclusivement minérale.

M^{me} Charollais relève qu'il est relativement difficile de faire pousser de la verdure à l'ombre et sans arrosage. Les aménagements prévus se situent en dessous d'un ouvrage en béton, à l'abri de la pluie et du soleil. Cela dit, l'installation d'un système d'arrosage n'est pas inenvisageable.

Le président regrette que la Ville de Genève ait contribué à la mise en valeur d'une multinationale qui sème la mort.

M. Pagani indique qu'il a négocié avec JTI pour l'implantation d'une crèche. Il fait remarquer que la collaboration avec JTI a été imposée à la Ville de Genève par le Canton.

Vote

Le président met au vote la proposition PR-1153, qui est acceptée par 13 oui (3 LR, 4 S, 1 EàG, 2 DC, 1 UDC, 2 MCG) et 2 abstentions (1 Ve, 1 EàG).

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu les articles 22 et suivants de la loi sur les routes du 28 avril 1967;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 913 400 francs destiné à divers travaux d'aménagement et à la pose d'un éclairage public le long de la rue Kazem-Radjavi. Les parcelles du domaine public communal DP 4850 et DP 5422, les parcelles N^{os} 5420 et 5507, propriétés privées de l'Etat de Genève et, partant, sur le DDP N^o 5447, propriété de la Fondation des parkings, et sur le DDP N^o 5510, propriété de Japan Tobacco International SA, toutes sises sur la commune de Genève, section Petit-Saconnex, sont concernées par les travaux.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 913 400 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier, à laquelle il convient d'ajouter la part du crédit d'étude (proposition PR-911/14 votée le 13 décembre 2011, N^o PFI 102.600.27), soit 85 000 francs, sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 20 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2018 à 2037.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à épurer, radier, modifier ou constituer toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à l'aménagement projeté.

Annexe à consulter sur internet:

– Rue Kazem-Radjavi, travaux d'aménagement et d'éclairage public